



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



**PROGRAMME DE
COOPÉRATION
SUISSE AU
TCHAD**
2023-2026

STRATÉGIE
DE POLITIQUE
EXTÉRIEURE
2020-2023



STRATÉGIE DE
COOPÉRATION
INTERNATIONALE
2021-2024



PROGRAMME DE
COOPÉRATION
SUISSE AU
TCHAD
2023-2026

Contexte

Depuis 1964, le Tchad figure parmi les pays prioritaires de la coopération suisse. Grâce à sa présence de longue durée, sa proximité avec la population et sa position en tant que deuxième bailleur de fonds bilatéral pour la coopération au développement, la Suisse se positionne comme un partenaire fiable pour le Tchad.

Depuis la mort du président Idriss Déby Itno en avril 2021, le Tchad est engagé dans une phase de transition sous la direction de son fils, Mahamat Idriss Déby Itno. L'acceptation par référendum d'une nouvelle constitution à fin 2023 et le déroulement d'élections présidentielles et législatives en 2024 marquent des étapes essentielles d'une transition réussie qui devrait prendre fin en octobre 2024.

Le maintien de la stabilité relative du pays au cours des années passées a eu un coût élevé pour la population. Les ressources pétrolières et minières n'ont pas permis de stimuler le développement dans le pays. A

cela, s'ajoute le fait que le Tchad accueille sans restriction les flux de réfugiés des pays voisins et qu'il doit faire face à des crises alimentaires récurrentes sur tout son territoire. Par conséquent, la majorité des moyens mis à disposition de la coopération sont absorbés pour des programmes d'aide humanitaire.

L'aide au développement investie au Tchad, largement insuffisante par rapport aux besoins, a rencontré des difficultés à pérenniser les résultats dans un contexte de gouvernance peu propice au développement et de finances publiques imprévisibles. Ainsi, l'accès aux services de base tels que la santé, l'éducation ou encore l'eau ou l'énergie reste un défi majeur pour la majorité de la population. Les conditions cadres pour le secteur privé demeurent peu favorables à son développement. Les investissements de l'Etat dans les infrastructures et les services restent insuffisants et leur efficacité est limitée lorsque celui-ci intervient directement dans l'activité économique.

«Le Tchad accueille un grand nombre de réfugiés de la région et sa population est la troisième plus jeune du monde. Offrir des perspectives de vie aux jeunes est d'autant plus crucial.»

Patricia Danzi
Directrice de la DDC



La population tchadienne est la troisième plus jeune du monde. Le manque d'opportunités économiques pour les jeunes pose des difficultés majeures. Les conséquences du changement climatique ont un coût élevé pour le Tchad. Les périodes de sécheresse et les fréquentes inondations augmentent l'insécurité et alimentent des conflits intercommunautaires. En outre, les inégalités entre homme et femme dans la société persistent.



Résultats et apprentissages 2018–2022

Dans son programme précédent, la Suisse s'était fixée comme objectif de contribuer à réduire la fragilité. Bien que les effets soient perceptibles au sein des communautés et institutions soutenues par la Suisse, ils sont rarement accompagnés d'un impact durable sur la gouvernance sectorielle, les conditions cadres économiques et les indicateurs sociaux.

Citoyenneté, paix et prévention de la violence

Compte tenu des faiblesses de la gouvernance, le soutien suisse s'est limité à la gouvernance sectorielle de la santé et de l'eau. La Suisse a privilégié des structures déconcentrées qui renforcent la cohésion locale grâce à un dialogue inclusif. Cette approche a permis d'autonomiser la population dans la gestion des infrastructures sanitaires ou éducatives et dans l'appui aux institutions publiques, telles que le centre d'information géographique pour la gestion de l'eau. Bien que l'approche suisse de la prévention

de la violence ait trouvé un écho favorable, elle doit être accompagnée d'une volonté politique à tous les niveaux pour parvenir à un changement institutionnel et à la mise en place d'une véritable redevabilité de l'État envers la population.

Éducation de base et formation professionnelle

La Suisse a contribué aux progrès significatifs dans l'éducation de base. La qualité d'apprentissage et la fréquentation de l'école ont augmenté, des manuels scolaires ont été développés et des enseignants formés. Pour la formation professionnelle, bien que des résultats encourageants aient été atteints, l'articulation avec le marché du travail demeure difficile. Les effets de ces changements à l'échelle nationale sont modestes. En l'absence de réformes de fond, l'amélioration de l'accès aux services de base doit s'appuyer davantage sur des structures locales ou sur des services déconcentrés de l'État.

Agriculture et sécurité alimentaire

Les progrès dans le domaine de la production agrosylvopastorale et des revenus, ainsi que dans l'utilisation des ressources naturelles sont significatifs. L'exploitation plus efficace des ressources en eau et la production de semences de qualité ont permis d'établir une filière rentable et d'obtenir des récoltes à haut rendement, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et les revenus. Il est désormais important d'associer le soutien aux activités agricoles aux dynamiques de marché existantes.

Genre

En incluant les femmes et les filles dans toutes ses interventions, la Suisse s'engage dans la lutte contre les inégalités. Cependant, il est nécessaire de poursuivre les efforts au niveau des relations de pouvoir, ainsi qu'au niveau des normes et pratiques sociales.

Engagement suisse – Axes prioritaires 2023–2026

Alors qu'une transition politique réussie est cruciale pour le Tchad, l'engagement du gouvernement dans des processus de réformes sectorielles concrets déterminera la modalité de mise en œuvre du programme de coopération suisse. Le programme est conçu pour être adapté à l'évolution du contexte. L'articulation entre le programme de développement, les interventions humanitaires et les actions en faveur de la paix sera renforcée. La Suisse a identifié trois axes prioritaires, soit le renforcement des institutions, l'accessibilité et la qualité des services sociaux de base, ainsi que l'amélioration de la sécurité alimentaire et la mise en place de systèmes de marché inclusifs. De plus, la Suisse accorde une grande importance à l'égalité des sexes et au changement climatique, tout en veillant à l'application du principe de « ne laisser

personne de côté » et à la prise en compte d'une jeunesse qui a soif de bâtir le futur de son pays.

Gouvernance et paix

En soutenant les capacités des institutions, des élus, de la société civile et des médias, la Suisse œuvre en faveur d'un État plus démocratique et respectueux du droit. L'engagement de la Suisse vise à établir des institutions fonctionnelles engagées dans des réformes et redevables envers les citoyens. Elle renforce la capacité des élus et des services publics au niveau local, afin qu'ils répondent mieux aux besoins et fournissent les services attendus par la population. De plus, les citoyens sont encouragés à participer au débat public et aux processus de décision. La Suisse contribue également à renforcer la capacité de tous les acteurs en

vue de réduire les tensions et résoudre les conflits.

Accès aux services sociaux de base de qualité

La Suisse vise à renforcer l'efficacité des services sociaux de base, en collaboration avec les acteurs étatiques et non-étatiques, tout en tenant compte des défis démographiques. Dans le domaine de l'éducation, il s'agit d'améliorer l'accès et la qualité de l'éducation de base pour les filles et les garçons. Cela passe par la mise en œuvre de réformes, une meilleure coordination entre les acteurs du secteur, la formation des enseignants et l'introduction de méthodes d'enseignement novatrices. Dans le domaine de la santé, la Suisse favorise des services de santé publique responsables à tous les niveaux. Elle contribue à l'amélioration des

connaissances sur les ressources en eau et à une meilleure gestion de ces ressources. Elle soutient la performance des autorités et leur interaction avec la population dans un esprit de décentralisation.

Amélioration de la sécurité alimentaire et mise en place de systèmes de marché inclusifs

La Suisse soutient le secteur agrosylvopastoral. Pour ce faire, elle favorise la mise en place de systèmes de marché inclusifs, améliorant ainsi les conditions de vie de la population rurale. Les exploitations familiales peuvent par conséquent accroître leur capacité productive tout en répondant à la demande du marché. Cela crée des opportunités économiques, en particulier pour les femmes et les jeunes. En améliorant la gestion des ressources en eau et des terres, les exploitations familiales sylvopastorales

et les petites entreprises deviennent plus résilientes face aux effets du changement climatique. Toutes ces initiatives contribuent à la sécurité alimentaire et permettent aux acteurs d'accéder aux systèmes du marché, générant ainsi des revenus additionnels.

Aide humanitaire

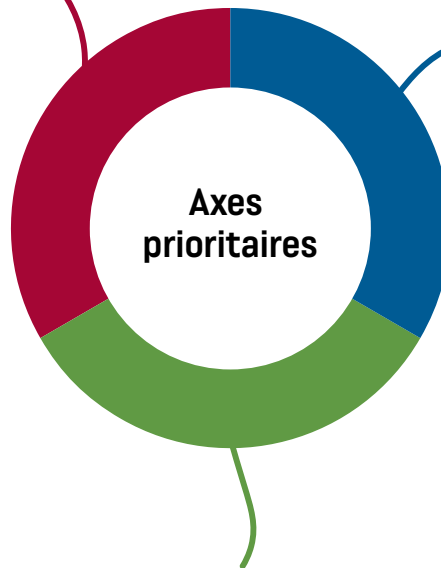
Une partie significative de la population tchadienne vit dans une situation de crise humanitaire chronique. Par conséquent, un grand nombre de projets de développement de la Suisse couvriront également les besoins primaires. L'engagement en faveur du développement dans une situation d'urgence humanitaire est rendu possible grâce à la grande flexibilité des instruments déployés par la Suisse. De plus des fonds humanitaires ainsi que des contributions multilatérales seront alloués à la crise humanitaire au Tchad, qui accueille plus de 1,5

million de réfugiés et déplacés dans tout le pays.

Thèmes transversaux

La Suisse poursuit son engagement en faveur de l'égalité des sexes, en accordant une attention particulière à la participation des femmes dans l'espace public. D'un point de vue économique, elle se concentrera sur la promotion de femmes entrepreneuses et sur l'intégration des femmes en tant qu'actrices économiques au sein des filières sélectionnées. L'éducation des filles et leur maintien dans le système scolaire demeurent une priorité. De plus, l'adaptation de la population locale au changement climatique sera systématiquement intégrée dans les axes prioritaires du programme de coopération.

**Amélioration de la sécurité alimentaire
et mise en place de systèmes de
marché inclusifs**



Gouvernance et paix



**Accès aux services
sociaux de base
de qualité**





Approche et partenaires

Les modalités de partenariat demeurent mixtes et équilibrées, choisies en fonction des capacités, de la crédibilité et des risques liés aux acteurs. Les contributions de programmes, les appuis à une structure de l'État et les fonds sectoriels communs sont possibles et encouragés lorsque ceux-ci visent la responsabilisation et l'autonomisation des acteurs locaux avec un alignement aux priorités du pays. Le dialogue politique est renforcé au niveau national dans tous les domaines d'intervention, afin d'augmenter l'impact systémique des programmes de la Suisse. Pour répondre à des besoins humanitaires spécifiques, la Suisse peut mettre à disposition des spécialistes. Dans un contexte politique et sécuritaire fragile, une grande flexibilité est appliquée à l'égard de la gestion de la mise en œuvre du programme en général.

La Suisse met en œuvre l'approche de gestion de programme sensible aux conflits, ce qui implique une prise en compte renforcée

des facteurs de fragilité multidimensionnelle dans la définition des stratégies territoriales et des groupes cibles. Face à la pression démographique croissante, la Suisse renforce l'accent des programmes sur la jeunesse dans l'ensemble du portefeuille.

Les engagements financiers planifiés sont constants, avec un budget annuel total d'environ 24 millions de francs suisses, comprenant les budgets de développement et humanitaire bilatéraux. Ce volume peut changer en fonction des développements du contexte.

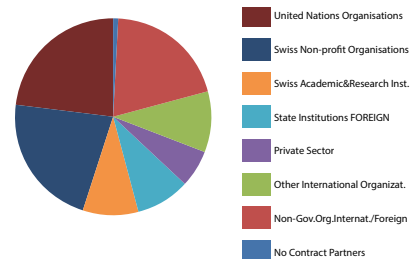
Le programme de coopération suisse est révisé chaque année et réorienté si nécessaire. Sa gestion stratégique s'appuie sur trois dimensions : l'analyse de l'évolution du contexte du pays et de l'environnement régional, les résultats du programme suisse et la gestion du bureau de coopération.

Programme de coopération - Tchad

Budget 2023 CHF 27 400 000

Zones d'intervention Ennedi Ouest, Ennedi Est, Wadi Fira, Batha, Moyen-Chari, Mandoul, Logone Oriental

Axes prioritaires Gouvernance et paix
Accès aux services sociaux de base de qualité
Amélioration de la sécurité alimentaire et mise en place de systèmes de marché inclusifs
Thèmes transversaux (égalité des sexes, adaptation au changement climatique)

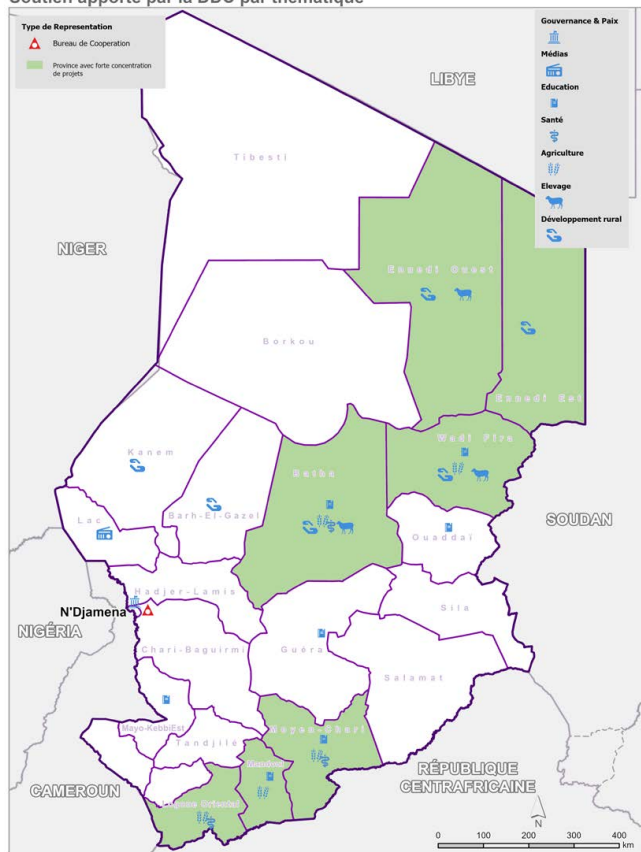


TCHAD

Soutien apporté par la DDC par thématique

 Schweizer Eidgenossenschaft
 Confédération suisse
 Confederaziun Svizra
 Confederaziun Tscherta
 Confederaziun Tseista

 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten EDA
 Département fédéral des affaires étrangères DFAE
 Departamento Federal de Asuntos Exteriores DFAP
 Departamento Federal d'Affaires Extérieures DFE



Carte produite par: DPAE, DDC, H-Operations; HA-GIS, 15.11.2023 | Sources: DDC, ESRI, OSM, Natural Earth, GeoNames, OCHA
 Clause: Les frontières et les noms indiqués, ainsi que les désignations utilisées sur cette carte, ne signifient pas que la Suisse les approuve ou les accepte officiellement.



Impressum

Publié par :
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
3003 Berne Zollikofen
www.deza.admin.ch

Conception graphique :
Audiovisuel, Communication DFAE, Berne

Photos :
Djemil Mahamat, Sarah Vozlinsky

Contact spécialisé :
Section Corne et Afrique centrale
+41 (0)58 480 40 55
deza.hca@eda.admin.ch

Berne, 2024 / © DFAE/DDC

